

Comprendre le Risque pour Sauver des Vies à Lahou-Kpanda - COMSAUV'LAHOU- (Côte d'Ivoire)

Sévérin Irié Bi ZAN¹

Blanche Danielle Bissè ADOH²

Dali Serge LIDA³

Résumé

Cette étude s'insère dans un vaste projet visant à transformer le rapport des populations aux problèmes environnementaux (risques environnementaux, catastrophes naturelles, biodiversité) par l'apprentissage/la formation aux fins de contribuer à la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD). Elle vise plus précisément à analyser les logiques de maintien des populations sur le site de Lahou-Kpanda ainsi que les enjeux qui y sont associés dans un contexte de risques climatiques et de catastrophes naturelles avérés (risque d'engloutissement par la mer et érosion côtière très prononcés). Elle part du constat problématique qu'en dépit de la création, depuis 1970, d'un autre site d'accueil, des populations du village de Lahou-Kpanda se maintiennent sur le site, visiblement réduit et pratiquement sous l'eau du fait de l'érosion côtière. Outre la recherche documentaire, l'étude adopte une approche qualitative avec comme outils des entretiens individuels et des focus groups. Elle entend ainsi mettre en évidence les sens et significations associés au risques environnementaux, à la présence sur le site ; les pratiques en cours et d'en déduire les enjeux qui lient les populations à l'espace. Il s'agit autant de l'espace qu'ils occupent que des potentiels sites de déplacement. Ce qui permet d'analyser le rapport des populations aux risques encourus et d'identifier les leviers sur lesquels les actions peuvent être menées pour une prévention efficace et une meilleure gestion des risques. De ce fait, l'étude adopte une posture pluridisciplinaire et offre des analyses articulées de sociologie, de géographie et d'écologie, permettant ainsi de mettre en évidence les sens, les significations ainsi que les enjeux sociaux, économiques, politiques et sécuritaires du maintien ou non des populations sur le site en question.

Mots-clés : Risques environnementaux, Développement durable, apprentissage, érosion côtière, Lahou-Kpanda

¹Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

²Université Péléforo Gbon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire)

³Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan (Côte d'Ivoire)

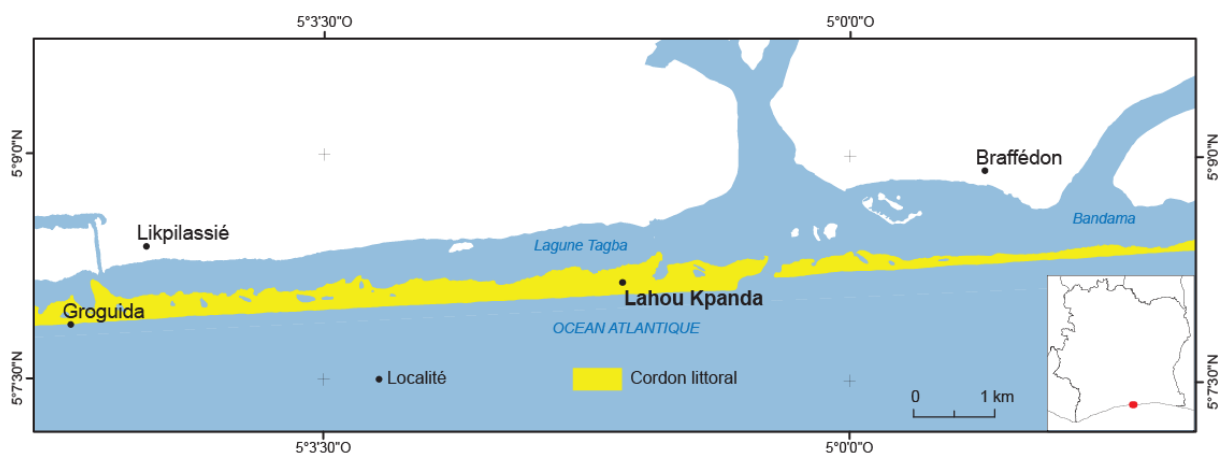
La présente communication expose une proposition de projet d'étude portée par Adoh Blanche Danièle (Sociologue), Zan Bi Sévérin (Historien) et Dali Serge LIDA (Sociologue). Une étude en prélude à un projet d'apprentissage interactif (partage de connaissances et savoir-faire) entre chercheurs et populations locales relativement à la gestion des risques environnementaux et catastrophes naturelles. Elle expose des résultats préliminaires (l'étude étant en cours) et des propositions d'approches et d'outils d'apprentissage jugées pertinentes à l'issue des échanges autour de la communication lors du FECODD 2018.

L'érosion maritime constitue, en effet, une véritable menace sur la zone côtière ivoirienne avec 2/3 du trait de côte ivoirien déstabilisés (Djagoua et al., 2016). Une menace exacerbée par des projections d'une accentuation de l'élévation du niveau de la mer due aux impacts des changements climatiques et à une amplification de la pression socio-économique sur le littoral (Hauhouot, 2000). Quoique cette érosion concerne tout le littoral, cinq points chauds sont identifiés : San-Pedro, Port-Bouet, Grand-Bassam, Assinie et Grand-Lahou. Les villes concernées présentent toutes un enjeu économique pour la Côte d'Ivoire du fait qu'elles abritent de grandes infrastructures économiques et accueillent la majorité de la production nationale de pêche maritime. Ainsi, à Grand-Lahou, ville historique et plus important secteur de pêche, l'érosion côtière qui est d'en moyenne -0,84M/an de 1998 à 2014, menace-t-elle le village de Lahou-Kpanda, (Djagoua et al. Op.cit).

Pour rappel, avant le niveau d'avancée actuelle de la mer, Lahou-Kpanda se présentait en deux « villages » : l'« ancienne ville » ou « èdonh dinh » qui était la ville coloniale et le « nouveau village » appelé « èdonh fô' » ou « tchahoun ». L'érosion du trait de côte et la migration de l'embouchure a favorisé le déplacement des populations et provoqué la disparition de l'ancienne ville qui abritait les bâtiments coloniaux (l'ancienne sous-préfecture, le phare, l'hôpital, le commerce, marché...), et le quai pour le bac, des sites touristiques et des habitats. Toute chose qui a ralenti certaines activités socio-économiques telles que tels que la restauration, l'hôtellerie, etc.

Certaines populations, face au risque apparent ou postulé de submersion, se sont déplacées vers d'autres destinations dont « Lahou 2 » "nouvelle ville" créée dans les années 1970, de l'autre côté de la lagune, en terre pleine, à 5 km au Nord vers Nzida, sur un relief à plus de 65 m au-dessus du niveau de la mer, dans le cadre du projet WACA. Un projet visant à favoriser le déplacement des populations en raison de l'avancée de la mer. Certaines populations, dont des

migrants togolais et béninois, investies dans la pêche et la commercialisation des fruits de mer (crevettes, crabes et poisson) se sont rapprochées de Tchahoun », refusent de quitter le village. De même qu'au niveau des autochtones, si certains se sont également installés à Lahou 2, les villageois y compris des migrants (allochtones et allogènes), insérés à Tchahoun, se maintiennent sur le site de Lahou-Kpanda en dépit d'une menace immédiate et permanente au regard de la vitesse de migration de l'embouchure dans la décennie en cours et dont les six derniers mois de la date de référence sont plus qu'alarmants. La vitesse de migration de 2010 à 2017 a atteint 170 m/an soit une distance de **1,1 km** parcourue (WACA, 2018). La carte qui suit situe géographiquement Lahou-Kpanda et illustre le caractère alarmant de la situation à l'étude.



La gravité et l'urgence de la situation actuelle, avec notamment la destruction du cimetière jusqu'à l'entrée de Tchahoun, a suscité des réactions sur les réseaux sociaux dont un relais des informations sur certains sites internet et média nationaux tels que la Radio Diffusion Nationale (RTI), "Abidjan.net", "aip.ci", "atoo.com", "akody. Com", ainsi que le lancement de la mise en œuvre du projet WACA. Ce programme a élaboré des scénarii de gestion des côtes qui envisagent entre autres la réalisation de digues et un déplacement des populations.

Par ailleurs, des études en vue de la prévention des risques côtiers pour ce village avaient déjà été menées dans la région, ce qui présenté la résolution du problème comme une question d'intérêts politique, social et environnemental. Toutefois, la plupart des travaux de recherche qui y ont été consacrés se sont intéressé essentiellement à l'étude la dynamique du trait de côte dont le suivi et l'analyse des indicateurs de l'évolution côtière constitue selon Mallet et al. (2012) et Djagoua et al. (2016), des préalables à la gestion du littoral (Mallet et al., 2012). En privilégiant ce type d'étude en situation d'urgence, l'on occulte un pan important du problème

à résoudre, en l'occurrence, le rapport des populations locales à l'espace et leur éventuelle contribution à la solution recherchée.

Or, sur la question de la gestion des risques, les analyses de Stéphane Cartier montrent que l'efficacité de la prévention nécessite une complémentarité dans les domaines d'interventions. En effet, pour lui, les études qu'il a menées, notamment sur l'inondation, ont permis de démontrer que la maîtrise des risques physiques suppose un contrôle social des conditions de vulnérabilité et d'aggravation des interdépendances entre activités humaines. Cette approche, qui ne rejette pas les actions sur les conditions physiques et climatiques de la survenue des catastrophes, met l'accent sur l'homme et ses actions.

Dans cette même optique, certains travaux montrent que l'efficacité de la gestion des risques passe par l'étude de la « perception du risque » entendue comme l'ensemble des croyances, des attitudes des jugements et des sentiments, mais aussi des valeurs socioculturelles et des dispositions que les individus adoptent à l'égard des dangers et de leurs bénéfices éventuels.

En échos à ce qui précède, Mary Douglas (1983) citée par Duclos (1994) signalait déjà que notre perception du danger est « socialement sélective ; cela, à partir de l'exemple des Himas qui persistaient dans le maintien de leurs tabous au risque de disparaître. Elle montre ainsi que les êtres humains sont attachés à leur style de société, leur « pacte » culturel identitaire qu'ils préfèrent à la survie ou à la paix sociale (Duclos, 1994).

De fait, même si d'une part, l'élévation du niveau de la mer constitue une menace pouvant entraîner la disparition des Etats insulaires notamment comme le souligne Etienne PIGUET et al. (2011) et que comme de stratégies de gestion à déployer, il parle soit d'abandon des terres par la migration forcée ou planifiée des populations soit de « stratégies d'adaptation et d'atténuation propres à différer de manière significative la nécessité de partir » à travers par exemple des digues de protection, les objectifs de sécurisation pourraient ne pas être atteints du fait d'une incompatibilité avec les objectifs des populations et les différents sens qu'ils produisent dans la situation de risque ou les solutions envisagées. Sadia (2014) le révèle d'ailleurs en partie relevé dans son étude sur l'érosion côtière à Gonzagueville à Abidjan.

En tenant compte de la diversité et de la pertinence des approches jusque-là décrites, la présente étude ambitionne répondre à un triple enjeu. En effet, il s'agit de rechercher des éléments culturels et individuels propres aux populations de Lahou-Kpanda qui favorisent leur maintien sur ce site à risque afin d'aborder de manière efficace les programmes de résiliences notamment en cas d'exigence de déplacement. Le premier enjeu est scientifique dans la mesure où l'étude va favoriser la production de connaissances scientifiques sur le peuple Avikam et son fonctionnement. Elle va alors renseigner la problématique de la gestion des catastrophes naturelles et des risques environnementaux et climatiques. De ce fait, elle met en relief un second enjeu qui est relatif aux questions sécuritaires. En effet, au-delà de la production de connaissances, c'est tout un dispositif sécuritaire qui se construit pour anticiper et/ou éviter les catastrophes liées aux aléas climatiques générant des dégâts à tous égards et des pertes en vies humaines. Par ailleurs, à travers la mise en évidence des référents culturels et identitaires des populations locales, l'on arriverait ainsi à préserver un patrimoine spécifique. Le troisième enjeu est donc un enjeu identitaire.

L'étude vise un double objectif : la compréhension et l'action par la co-construction.

Dans l'optique de la compréhension, l'étude vise à connaître les logiques sociales du maintien des populations de Lahou-Kpanda en dépit des risques postulés et avérés (dégâts causés par la mer et la réduction de l'espace vital) et les propositions d'assistance (aide/solidarité) à la délocalisation/relocalisation. Il s'agit, en effet, de mettre en exergue le sens et significations de la présence sur le site, les pratiques et les représentations et d'en déduire les enjeux qui lient les populations à l'espace, notamment. Par l'action associée, il s'agit de générer une dynamique de partage des connaissances et des savoir-faire en matière de gestion des risques environnementaux et catastrophes naturelles avec les populations locales, dans un contexte qui exige de plus en plus la prise en compte des objectifs du développement durable (ODD); ce qui pourrait contribuer à les convaincre, soit de quitter les lieux à risque, soit de co-construire des solutions durables.

Il s'agit donc plus spécifiquement, pêle-mêle, de mettre en évidence les rapports à l'espace d'habitation actuel et éventuel ; partager des connaissances sur les risques liés à la dégradation de l'environnement et aux pratiques sociales locales ; identifier les référents idéologiques du maintien des populations sur le site de Lahou-Kpanda ; mettre en relief les structures relationnelles favorables au maintien sur le site et au départ du site et ressortir les différents enjeux liés à l'installation sur le site actuel et sur le futur site

Du point de vue méthodologique, l'étude se veut une articulation de sociologie, d'écologie, de géographie avec un fond pédagogique (apprentissage mutuel, interactif et transformatif) basée sur une approche mixte à forte dominante qualitative.

Pour la collecte des données, elle a mobilisé, dans un premier temps, les techniques et outils classiques : des entretiens individuels, des focus groups, de l'observation et un questionnaire. A ce propos, des entretiens ont été effectués avec des acteurs clés tels que les responsables de la gouvernance politique du village et leurs opposants ainsi que les autorités préfectorales et communales, les « Anciens » et les dépositaires de l'histoire du village, les guides spirituels/religieux du village autant chez les autochtones que chez les allochtones.

Les focus groups, les réunions et consultations publiques ont constitué des lieux d'échanges interactifs autour des connaissances et savoirs à partager relativement aux risques, risques environnementaux, catastrophes naturelles, aux pratiques sociales et stratégies de gestion des problèmes liés à l'environnement.

A partir de la méthode boule de neige, les acteurs qui, à la pratique du terrain, se sont révélés décisifs et réguliers ont été également interrogés. Le questionnaire a été administré aux autres habitants du village, sélectionnés par quota, pour évaluer les tendances générales sur les objectifs spécifiques de la recherche et les conditions de déplacement ou non des populations.

Les données issues du questionnaire ont fait l'objet d'un dépouillement informatique tandis que celles des entretiens ont été traitées principalement de manière manuelle à l'exception de quelques données spécifiques qui ont subi un traitement informatique avec le logiciel MAXQDA. Enfin, l'ensemble des données obtenues ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique afin de ressortir les différentes catégories analytiques. Une analyse documentaire transversale a servi à renforcer l'analyse des données empiriques et à discuter les premiers résultats.

Ces résultats peuvent être résumés sous la forme d'une ambivalence forte chez les populations riveraines : une banalisation des risques physiques comparés aux risques sociaux, superposée à de réelles prédispositions et dispositions à en apprendre davantage sur les risques, les pratiques sociales et leurs conséquences sur l'environnement en rapport avec le développement durable, nonobstant leurs connaissances, savoirs et pratiques propres relativement ancrés et une

conscience de la nécessité de délocaliser conditionnée par la prise en compte des aspects cités, plus-haut, dans l'accompagnement.

De fait, les populations établies sur le site dit à risque procèdent à une évaluation comparative des risques physiques (inondation, destruction de biens et du village) aux risques sociaux liés à la délocalisation (la perte du statut d'autochtone et par conséquent une part importante de l'identité; la réduction à un statut d'assistés; la mise sous tutelle par les populations autochtones du nouveau site ou le passage du statut de village au statut de campement, une grande partie du site de relocalisation étant considérés comme des champs, l'éloignement du lieu d'exercice d'une activité sociale et économique (la pêche)). Une évaluation qui présente selon leur propos les risques physiques comme « négligeables », « moins importants » que les risques sociaux associés à la délocalisation.

Mais en même temps, ces populations se montrent particulièrement disposées à échanger des connaissances avec des experts en gestion des problèmes environnementaux et en développement durable. Elles se montrent également disposées à participer à des programmes et projets liés à l'apprentissage visant un changement de comportements vis-à-vis de l'environnement de manière générale et particulier vis-à-vis de ce qu'ils décrivent comme leur étant proche : la lagune et la mer. Enfin, les résultats montrent une relative conscience de la nécessité de délocaliser chez les populations à l'étude.

Fort de ces premiers résultats et pour accompagner le changement espéré (délocalisation/relocalisation des populations et changement du rapport à l'environnement (comportements nouveaux durables), l'on a proposé dans un premier comme outil didactique les histoires de vie centrées sur le rapport à l'environnement, au changement climatique et au développement durable. Des histoires de vie intégrant, bien entendu, les attentes des populations riveraines relativement à la situation de risques décrites en amont. Dans un second temps, et au regard des observations faites à notre présentation lors du colloque FECODD 2018, l'on prévoit associer à cet outil, des vidéo qui mettent en avant les connaissances et solutions des populations relativement à la question du risque environnemental et du développement durable. Puis, de compléter ou d'articuler cet autre outil au Forum-Théâtre. Les résultats de cette dernière phase sont en cours d'analyse et feront l'objet d'une publication à venir.

Références bibliographiques :

Djagoua, Eric M. V. ; Bakayoko, Fatoumata ; Kouadio, Maffoué J. et al. (2016). Cartographie de la dynamique du trait de côte à Grand-Lahou : utilisation de l'outil « Digital Shoreline Analysis System (Dsas)». European Scientific Journal December 2016 edition vol.12, No.36 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431

Duclos, Denis, (1994). Quand la tribu des Modernes sacrifie au dieu Risque. In: Déviance et société. - Vol. 18 - N°3. pp. 345-364 doi : <https://doi.org/10.3406/ds.1994.1353>
https://www.persee.fr/doc/ds_0378-7931_1994_num_18_3_1353

Hauhouot C. (2000). Analyse et cartographie de la dynamique du littoral et des risques « naturels » côtiers en Côte d'Ivoire. Thèse de doctorat, Université de Nantes, UFR de géographie et d'Aménagement Régional UMR 6554 CNRS, 289 p.

Lombardo, M. Cédric A. (2017). Appui à la préparation de plan d'investissement multisectoriels ida-17 et du plan d'investissement pour la ville de Grand-Lahou, république de Côte d'Ivoire/WACA Grand Lahou – Orientations stratégiques et Plan d'investissement multisectoriel – 10.07.17. Rapport de synthèse - Orientations stratégiques et Plan d'investissement multisectoriel (Livrables E & F)

Piguet, Etienne ; Pécoud Antoine, Guchteneire, Paul (2011). Changements climatiques et migrations : quels risques, quelles politiques ?. In L'information géographique 2011/4, volume 75, pp 86-109. En ligne <https://doi.org/10.3917/lig.754.0086>

Raude, Jocelyn, 2007, La perception du risque, théories et données empiriques. Revue des Sciences Sociales, 2007, n° 38, « Le risque. Entre fascination et précaution »

Revet, Sandrine (2009). Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes “naturelles”. In Les Études du CERI, 157.

Revet, Sandrine (2011). Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales In Critique internationale, 52.

Sadia, Shérif, (2014). Risque climatique et réactivité des populations urbaines vulnérabilisées face à la montée des eaux de mer à Gonzagueville, Abidjan (Côte d'Ivoire). In VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement. [En ligne] Volume 14 Numéro 1 | mai 2014,

mis en ligne le 05 mai 2014, consulté le 12 avril 2019. URL :
<http://journals.openedition.org/vertigo/14743> ; DOI : 10.4000/vertigo.14743